



Procès verbal Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2021

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie (arrivée 20h05) – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian (arrivée 20h05) – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absente: MARTIN Marie-Christine (pouvoir à LE FAUCHEUR Laurent)

Secrétaire : GAUVAIN Michaël

Le procès verbal de la séance du 4 novembre 2021 est adopté.

M. le Maire demande à ce que les procès verbaux soient envoyés rapidement. Il manque le retour du PV du 9 septembre de M. Corlay.

1/ Autorisation du maire à mandater les factures d'investissement

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé que le Conseil autorise le Maire à mandater les factures d'investissement dans la limite du quart du budget 2021 jusqu'à l'adoption du budget communal 2022 pour un montant maximum de 108 675.00 €.

La répartition par opération est la suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
Opération	BP 2021	1/4 des crédits
Hors Opération 204		
Subventions d'équipement versées	107 700.00	26 925.00
101 - Acquisition de matériels	39 000.00	9 750.00
102 - Bâtiments divers	42 800.00	10 700.00
106 - Voirie diverse	105 100.00	26 275.00
132 - Ponts	2 100.00	525.00
134 - Le Restou	31 500.00	7 875.00
136 - Travaux divers	106 500.00	26 625.00
137 - Rue d'Armor	22 000.00	5 500.00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	434 700.00	108 675.00

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire, ou son représentant, à mandater les factures d'investissement dans la limite du quart du budget 2021 jusqu'à l'adoption du budget communal 2022 pour un montant maximum de **108 675.00 €**.

2/ Rupture conventionnelle

M. le Maire rappelle à l'assemblée la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui instaure l'expérimentation de la rupture conventionnelle jusqu'au 31 décembre 2025 pour les fonctionnaires titulaires.

Un agent du service technique souhaite bénéficier de ce dispositif et a rencontré M. le Maire pour échanger sur les motifs de sa demande. La date de cessation définitive de fonctions envisagée a été fixée au 31 janvier 2022. Lors de cet entretien, le principe de la rupture conventionnelle a été acté et les conséquences de la cessation définitive des fonctions, notamment le bénéfice de l'assurance chômage, l'obligation de remboursement ainsi que le respect des obligations déontologiques vont être rappelées à l'agent.

M. le Maire présente à l'assemblée le contenu du projet de convention de rupture conventionnelle. Compte tenu de son ancienneté de service et de sa rémunération brute de référence, les parties ont fixé le montant de l'Indemnité Spécifique de Rupture Conventionnelle (ISRC).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire à prendre toute décision nécessaire à la finalisation de ce dossier.

3/ Mise en place des 1 607 heures.

L'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique abroge les régimes dérogatoires à la durée légale de travail obligeant les collectivités territoriales dont le temps de travail est inférieur à 1607 heures à se mettre en conformité avec la législation.

Les collectivités disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leur assemblée pour prendre une nouvelle délibération définissant les règles applicables aux agents.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

Cette mise en place dans la collectivité a été présentée au comité technique et a reçu un avis favorable lors de la séance du 8 novembre 2021 dernier.

Pour rappel, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Le principe d'annualisation pour certains services garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Les cycles peuvent donc varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées. C'est le cas des agents alternant des périodes de haute activité et de faible activité. Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond donc à un double objectif :

- répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée comme suit :

Nombre de jours annuel	365 jours
Repos hebdomadaires (2 jours x 52 semaines)	- 104 jours
Congés annuels	- 25 jours
Jours fériés (8 jours en moyenne par an)	- 8 jours
Nombre de jours travaillés	228 jours
Nombres de jours travaillés = nb de jours x 7 heures	1 596 heures arrondi à 1 600 heures
Journée solidarité	7 heures
Total	1 607 heures

L'aménagement du temps de travail doit, en toute hypothèse, respecter des garanties minimales fixées par la directive européenne n°95/104/CE du Conseil de l'Union européenne du 23 novembre 1993 et par le décret n°2000-815 du 25 août 2000, reprises au tableau ci-dessous.

Décret du 25 août 2000	
Périodes de travail	Garanties minimales
Durée maximale hebdomadaire	48 heures maximum (heures supplémentaires comprises) 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives
Durée maximale quotidienne	10 heures
Amplitude maximale de la journée de travail	12 heures
Repos minimum journalier	11 heures
Repos minimal hebdomadaire	35 heures, dimanche compris en principe.
Pause	20 minutes pour une période de 6 heures de travail effectif quotidien
Travail de nuit	Période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.

Pour rappel, compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée par toute modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congés annuels.

Francette LE GARFF-TRUHAUD et M. Gérald CORLAY ne souhaitent pas prendre part au vote.

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 8 novembre 2021,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants, acte que le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune de GOUDELIN est fixé à 35 heures par semaine tel que présenté. Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.

Mme le Garff –Truhaud regrette que la commission Personnel n'ait pas été réunie pour étudier la réforme du temps de travail. Le Maire répond que le dossier a été étudié en comité technique.

La commission Personnel se réunira pour les recrutements.

4/ Nouveau Régime indemnitaire

Il convient d'instaurer au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant actuellement pour les agents de la commune.

Ce régime indemnitaire se compose d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent.

M. le Maire propose définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, dans la limite du plafond global octroyé aux agents de l'État. En effet, dans la fonction publique territoriale, l'assemblée délibérante détermine les plafonds des 2 parts et les critères pour la détermination du niveau des fonctions. La somme des 2 parts ne peut pas excéder le plafond global défini pour les fonctionnaires de l'État. Le montant de l'IFSE et du CIA sera ensuite fixé par arrêté individuel de M. le Maire dans le respect des dispositions suivantes :

IFSE

Bénéficiaires : Stagiaires, Titulaires, Contractuels de droit public

Modalité de versement : mensuel

Conditions de réexamen : le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent à minima tous les 4 ans. L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants:

- Fonctions d'encadrement,
- Niveau de responsabilité dans la hiérarchie
- Technicité, expertise (niveau de qualification, degré de polyvalence et d'autonomie)
- Sujétions particulières et contraintes du poste occupé (responsabilité pour sécurité d'autrui, horaires particuliers)
- **Expérience** : niveau de recrutement, obtention d'un concours, valorisation des acquis, nombre d'années sur le poste occupé et sur le poste hors de la collectivité

Modulation de l'IFSE en cas d'indisponibilité pour raisons de santé

- Maladie ordinaire : suivra le sort du traitement
- Accident de service : suivra le sort du traitement
- Congé Longue Maladie, Congé longue Durée et Congé Grave Maladie : Même dispositions que dans la FPE ; Le principe est que le régime indemnitaire est versé aux agents dans les mêmes proportions que le traitement, sauf en cas de CLM et CLD pendant lesquels le versement du régime indemnitaire est interrompu. Toutefois, l'agent en CMO placé rétroactivement en CLM ou CLD conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le CMO. En vertu du principe de parité, une collectivité territoriale ne pourrait pas prendre de dispositions plus favorables en maintenant le versement du régime indemnitaire au-delà de la première année de CLM ou CLD.

CIA

Suite à la circulaire ministérielle du 3 Avril 2017 et à la foire aux questions de la DGCL du 11 avril 2017, il s'avère que les collectivités et établissements publics sont dans l'obligation de créer le CIA (bénéficiaires, critères, montants maximal...). L'attribution du CIA repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir de l'intéressé(e). Le versement est basé sur ces deux critères, il est donc facultatif à titre individuel, sa reconduction n'est pas systématique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

Bénéficiaires : Stagiaires, Titulaires, Contractuels de droit public

Modalité de versement : Annuel

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Prise en compte de l'engagement professionnel des agents et de la manière de servir : l'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères retenus pour l'entretien d'évaluation professionnelle annuel.

Modulation du CI en cas d'indisponibilité : le CIA ne sera pas versé aux agents absents pendant les 12 derniers mois à compter de la date du précédent versement.

CATEGORIES STATUTAIRES + exemple de cadres	GROUPES DE FONCTIONS	Fonctions recensées dans la collectivité	IFSE Niveau de responsabilité et d'expertise requis	IFSE	CIA
				Montant maximal annuel dans la collectivité	Montant maximal annuel dans la collectivité
B : (Rédacteur – Educateur – Animateur – Assistant SE – Technicien...)	G1	Secrétaire générale	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité d'encadrement Niveau d'expertise élevé Pilotage / suivi des dossiers Contraintes horaires 	17 480 €	2 380 €
C : (Adjoint administratif / Technique/ Animation – Agent social – ATSEM...)	G1	Responsables de service technique, restauration scolaire et enfance	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité de coordination Intermédiaire dans la hiérarchie Technicité, expertise 	11 340 €	1 260€
	G2	Agents d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> Autonomie Initiative Diversité et multiplicité des tâches 	10 800 €	1 200€

Francette LE GARFF-TRUHAUD et M. Gérald CORLAY ne souhaitent pas prendre part au vote.

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 8 novembre 2021,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants, autorise M. le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA facultatif versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées, à compter du 1er janvier 2022, ainsi que d'inscrire les crédits correspondants au budget.

5/ Convention globale de territoire avec la Caisse d'allocations familiales

La Caisse d'allocations familiales des Côtes d'Armor fait évoluer ses modes de coopérations avec les territoires en développant les Conventions Territoriales Globales. Ce projet, à l'échelle du territoire, partagé entre la Caf, Leff Armor Communauté et les communes permettra de développer des services aux familles en cohérence avec les besoins des habitants et les spécificités des territoires. Cette réflexion est à co-construire avec l'ensemble des acteurs sur l'année 2021.

Cette convention, une fois rédigée sera signée par la CAF, Leff Armor et l'ensemble des communes du territoire. Le déploiement des CTG s'accompagne d'une réforme des modalités de financements, consistant en une évolution des contrats enfance jeunesse vers des bonus territoires. Dès lors, les contrats enfance jeunesse ne seront pas à renouveler. Ces bonus seront des montants forfaitaires, versés directement au gestionnaire du service. Ces bonus seront déployés dans la continuité des accompagnements et le maintien d'un co-financement des services inscrits dans le CEJ. Le versement de ces montants est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale. Sur le territoire de Leff Armor, le Contrat Enfance Jeunesse arrive à échéance au 31 décembre 2021 ; la transition avec le bonus territoire se fera automatiquement.

Depuis avril 2021, un travail de réflexion a été engagé à l'échelle de Leff Armor, territoire pour lequel 3 thématiques ont été pré-identifiées :

- L'information des familles
- La jeunesse : les 18 – 25 ans

- Le cadre de vie et le lien social

Après un diagnostic technique conforté et complété par les ateliers rassemblant élus des communes et partenaires du territoire le 4 juillet dernier, les enjeux suivants ont émergé pour le territoire de Leff Armor :

- Thème : L'accès aux droits pour tous les habitants du territoire :
 - Accompagnement des habitants dans les démarches numériques
 - Amélioration de la diffusion de l'information et de la communication en l'adaptant aux habitants et aux personnes ressources
 - Thème : Les jeunes (16 – 30 ans)
 - Connaissance des jeunes du territoire : besoins, attentes, envies, engagements
 - Thème : Cadre de vie / Lien social
 - Accompagnement des initiatives citoyennes favorisant le lien social
 - Valorisation des associations et initiatives encourageant l'engagement des habitants sur le territoire.
- Suite à ces enjeux, un plan d'actions porté par Leff Armor et la CAF a été élaboré.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention globale de territoire qui permettra notamment le déploiement des bonus de territoire, assurant ainsi le maintien d'un co-financement des services inscrits dans le CEJ.

6/ Questions diverses

- Point sur la situation du Lotissement communal « Hameau des Lavandières » : un lot disponible, travaux VRD réceptionnés.
- Fin des travaux de l'auvent et de la salle associative. Inauguration programmée si possible fin janvier 2022.
- Distribution des bulletins communaux par les élus la semaine du 13 au 18 décembre 2021.
- Aménagement de la rue d'Armor : 1^{ère} esquisse du projet présentée par le bureau de maîtrise d'œuvre le 2 décembre dernier. Prochaine réunion programmée le 11 janvier 2022.
- Inscription de la cloche de la chapelle de l'Isle au titre des monuments historiques (arrêté du 24 novembre 2021 du Préfet de Région).
- Marché de Noël le 19 décembre 2021 (en extérieur).
- Commission urbanisme : réalisation de plantations au lotissement du Verger le samedi 10 décembre.
- Installation du parcours santé achevée.
- Prochain conseil le 13 janvier 2022 à 19 heures.

Fin du conseil municipal à 20 h 30